

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille le - 4 JUIN 2008

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU

☎ 04.91.15.69.26.

N° 180-2008

☐ HOPI ☒ GIDIC ☐ non
n° A / GS13

ARRIVEE
le - 6 JUIN 2008

Destinataire : *F. Merson*
☒ attribution ☐ info
Copie :

ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la société LBC Marseille-Fos
à Port-Saint-Louis-du-Rhône

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 13 mai 2008,

VU l'avis du Sous-Préfet d'Arles en date du 22 mai 2008,

CONSIDERANT que la société LBC Marseille-Fos a fait l'objet d'un arrêté de prescriptions complémentaires le 25 septembre 2006 dans le cadre de la cessation du site dénommé PLS1, sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône,

CONSIDERANT que lors d'une visite du site par l'inspecteur des installations classées le 11 mars 2008, il a été constaté que certaines prescriptions de l'arrêté du 25 septembre 2006 n'étaient pas respectées, notamment celles de l'article 4.1.3 relatif au démantèlement des structures, bacs, cuvettes et canalisations,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'une installation classée ne respecte pas les conditions imposées, le préfet met en demeure l'exploitant de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société LBC Marseille-Fos, dont le siège social est sis Route du Port Pétrolier, 13117 Lavéra, qui effectue la remise en état du site de son établissement situé avenue de la 1^{ère} Division Française Libre, 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône et communément appelé « dépôt de Port Saint-Louis 1 » (PLS1), est mise en demeure, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions de l'arrêté du 25 septembre 2006, et notamment son article 4.1.3 qui stipule :

« Ces travaux concernent le démantèlement et la démolition des réseaux, bâtiments, bacs, réservoirs, installations, voiries, voies ferrées, appontements et ducs d'albes, chaudières, ainsi que la purge des zones de sols de surface souillés.

En dehors des matériaux inertes, tous les éléments issus de ces opérations sont évacués du site. »

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

Les droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous Préfet d'Arles,
- Le Maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en Préfecture et en Mairie pour consultation par les tiers.

MARSEILLE, le 4 JUIN 2008

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Didier M...
[Signature]